

## La fin des stratégies nationales

---

Borhane Ghalioun

**La nature des menaces a changé, de militaires elles sont devenues économiques, politiques, écologiques, démographiques et sociales. De nouvelles stratégies sont à élaborer pour faire face à ces nouvelles menaces.**

Il est de plus en plus difficile d'élaborer des stratégies adéquates pour les décennies à venir sans comprendre et déterminer les grandes modifications survenues dans la nature même des menaces stratégiques. L'une de ces modifications concerne la mutation du champ global de l'exercice de toute stratégie, à savoir la naissance de la mégastratégie internationale synonyme d'une unification de plus en plus grande du devenir du monde. Il s'agit là d'un facteur décisif qui renverse totalement la perspective faisant, pour la première fois, de la politique une prolongation par d'autres moyens de la stratégie.

Cela dit, il est aujourd'hui pratiquement impossible de comprendre la nature des conflits nationaux et d'en évaluer les vrais risques si nous continuons à négliger la nature hautement stratégique des tensions économiques, politiques, écologiques, sanitaires, médiatiques, démographiques ou sociales ( trafic de drogues, immigration, etc)<sup>1</sup>. Le propos n'est pas d'ajouter de nouvelles menaces à celles déjà existantes, mais de montrer la nécessité de renouveler nos instruments classiques d'analyse stratégique, longuement dominée par les logiques militaires, voire militaristes et de modifier notre manière de percevoir et d'appréhender les dangers et les risques actuels et futurs.

Une nouvelle approche stratégique devrait comporter deux éléments

fondamentaux :

1- identifier pour chaque Etat ou nation les intérêts fondamentaux sur lesquels il est difficile de transiger ;

2- penser les solutions aux conflits légitimes et naturels d'intérêts non pas dans la perspective de l'affrontement inéluctable et inévitable qui équivaut aujourd'hui au suicide mutuel, mais dans la perspective d'une meilleure intégration mondiale et en s'inspirant du principe du partage et par conséquent, de l'harmonisation d'intérêts. C'est là deux conditions cruciales à l'élaboration des stratégies qui ne soient pas suicidaires, ce qui suppose l'identification exacte et objective des menaces réelles, en dehors de laquelle il ne peut y avoir une stratégie rationnelle, ni mise en oeuvre des moyens nécessaires pour substituer à l'épuisement mutuel la construction d'un devenir commun.

A la lumière de ce qui vient d'être dit, quels sont les intérêts vitaux des uns et des autres en Méditerranée? Quelle est la valeur des différentes stratégies élaborées par les uns et les autres pour les défendre ou les acquérir? Quels sont les véritables risques d'affrontements, militaires, politiques, culturels ou économiques liés à la conception de ces intérêts? Quelles sont également les possibilités de convergences sur lesquelles on doit ou on peut compter pour réduire les risques de guerre et augmenter les chances de coopération entre les deux rives de la Méditerranée? C'est de cette manière que les problèmes stratégiques devraient être, nous semble-t-il, posés dans notre région.

---

## Le refus par l'Europe de toute fédération arabe

---

La géopolitique de la région méditerranéenne comporte en elle-même les éléments d'une confrontation globale dont l'histoire a été d'ailleurs largement marquée. Loin de séparer deux mondes, la Méditerranée met face à face deux grandes communautés culturelles et historiques dont la différence de vision du monde comme du caractère, contraste avec la proximité géographique et condamne les deux parties à se reconnaître et à communiquer. Cette situation paradoxale de grande différence et de proximité est objectivement une source naturelle de rivalité, de crainte, de suspicion et par conséquent d'affrontement éventuel. Ceci dit, il ne peut pas y avoir une neutralité dans les rapports entre les deux rives de la Méditerranée : l'absence de relations de coopération et de bon voisinage signifie automatiquement l'installation d'un climat de tension, de contradiction ou de conflit ouvert. Trois points de divergence ont été et continuent d'être les principales sources de conflits entre les Arabes et les Européens :

1- Le premier est d'une nature ultra-stratégique concernant l'intégration régionale sous une forme d'union, de fédération ou de marché commun du monde arabe à laquelle l'Europe s'est toujours opposée. Il va sans dire que la présence d'une communauté très dense de deux cents millions de personnes aujourd'hui, cinq cents en 2025, située directement au sud de l'Europe, dotée d'une histoire, d'une culture et d'une religion universelle et d'une forte personnalité civilisationnelle, constitue en soi une cause de crainte permanente, surtout si l'on se rappelle le passé. Ce danger éventuel sera encore plus ressenti si cette grande communauté réussit enfin à concrétiser ce qui a été toujours perçu par les Européens comme le rêve impérial et l'instrument des conquêtes, à savoir l'union ou le regroupement de tous ou d'une partie des pays arabes. Une telle union ne manquera pas de créer en quelques années une nouvelle puissance méditerranéenne, économique comme militaire, aux dépens, pense-t-on, de l'Europe.

Ainsi, la règle dite : "Diviser pour régner" qui a caractérisé la politique des puissances européennes à l'époque coloniale reste la règle d'or depuis l'après guerre et pendant les dernières décennies de l'indépendance. Alors que les peuples arabes, qui ont connu dans cette même période un mouvement profond de politisation et de prise de conscience nationale, et qui ont récupéré une identité culturelle historique que les siècles de décadence avaient effacé, regardent cette union comme la clef de tout projet de développement économique, indispensable à leur propre intégration dans la civilisation, et à l'histoire. Les conflits qui opposent souvent leurs Etats sont vécus comme étant la conséquence de la dépendance de leurs dirigeants à l'étranger et contrastant complètement avec l'évolution d'un large sentiment de solidarité à travers les territoires arabes.

La montée des mouvements islamistes dans la partie arabe, avec son discours axé plus sur l'affirmation d'une identité historique et de la différence que sur les revendications économiques qui ont caractérisé les mouvements politiques arabes de l'ère post-coloniale, renforce nécessairement cette peur et provoque un rejet de l'Arabe, voire un anti-islamisme primaire partagé aussi bien par les hommes politiques que par les intellectuels et les médias.

Il s'agit en effet de nier à ce monde apparaissant de plus en plus comme la source principale de tous les dangers le droit à une identité unifiante, à une histoire, à une culture commune voire à un nom propre. On est arrivé à un stade où le terme "arabe" n'est pratiquement utilisé que dans des contextes négatifs alors que les termes consacrés pour désigner normalement les affaires arabes sont de simples désignations géographiques : Proche ou Moyen-Orient, Afrique du nord, Maghreb, Territoires, Asie de l'Ouest, le Golfe, etc. Même quand on pense faire du bien, et qu'on accepte d'évoquer, chose rare, dans

l'intention de distinguer entre les gouvernants et les gouvernés, les questions de la démocratie et des droits de l'Homme, ce n'est pas l'Arabe, le citoyen quel que soit son origine ethnique ou religieuse qui est l'objet de défense, mais le minoritaire des Arabes, comme si l'Arabe ne méritait d'être défendu que lorsqu'il cesse de l'être.

Face au monde arabe, l'attitude laïque disparaît au profit d'une vision anti-nationale, complètement moyenâgeuse et confessionnelle des sociétés, vue à travers ce qu'il convient d'appeler la préférence que les capitales occidentales ont toujours eue pour les régimes, les élites ou les forces les plus réactionnaires, archaïques, serviles, corrompues et antidémocratiques du monde arabe, sans mentionner l'alliance avec Israël, la politique arabe de l'Europe n'a qu'un seul but stratégique, renforcer les facteurs de division, d'incohérence, d'opposition et de désagrégation du monde arabe pour l'empêcher de parvenir à une quelconque forme d'unité ou d'intégration et séparer, par tous les moyens, le Maghreb du Machrek, les pays riches des pays pauvres, dans l'espoir de pouvoir les neutraliser en les opposants les uns aux autres.

Nulle part, la confrontation stratégique ne prend cette forme absolue de lutte sur tous les fronts : la culture, l'histoire, les noms mêmes des peuples, ajoutés à ce que pratique Israël dans les territoires palestiniens et arabes occupés, à savoir la transformation pure et simple du paysage physique, historique et humain par une colonisation féroce et anachronique, l'opinion arabe se trouve face à ce qui ressemble à une campagne orchestrée, et vit cette campagne de dénégation et de dénigrement de l'Arabe comme une véritable croisade. Il n'y a pas un seul citoyen arabe qui n'a pas eu à réfléchir sur la phrase lachée par le ministre des Affaires étrangères de la France tout de suite après la guerre : "Le monde arabe n'est qu'une illusion". On a bien compris de l'autre côté de la Méditerranée que le ministre exprimait là un souhait plus qu'il ne décrit une réalité, car jamais la solidarité entre les peuples arabes n'a été autant manifeste, et solennelle qu'à cette occasion. Il est vrai que s'agissant des pays arabes, le peuple n'entre pas encore en compte dans les calculs politiques européens même si les plans stratégiques sont élaborés pour lui faire face.

Devant la peur qu'inspire le monde arabe, plongé de plus en plus dans l'anarchie, se développe et s'amplifie la peur qu'inspirent les politiques occidentales aux sociétés arabes. La guerre du Golfe et le sort infligé à l'Irak après son retrait du Koweït comme l'attitude générale de l'opinion publique s'exprimant librement à cette occasion, sont venus à un moment donné pour faire apparaître, plus que jamais, la rupture entre nos deux mondes, et le climat d'affrontement majeur qui les domine<sup>2</sup>.

La coalition internationale à laquelle les puissances européennes,

méditerranéennes ont participé pour faire face à l'Irak, a montré à l'opinion arabe qui commençait en réalité à oublier à dessein l'épisode colonial, que la répétition de l'aventure coloniale qui a mené l'Europe à occuper militairement l'ensemble des pays arabes jusqu'au milieu de ce siècle n'est pas à écarter totalement. Rien ne peut justifier en effet que, quelle que soit la justesse de la cause de la libération du Koweït et la validité des raisons juridiques et politiques affichées, la tournure qu'a prise l'intervention de la coalition occidentale pendant la guerre comme après, la destruction généralisée des structures économiques et civiles comme le blocus qui continue d'être appliqué sous le contrôle de cette coalition dans tous les domaines, y compris alimentaire et sanitaire, dissimulent en réalité une volonté délibérée de casser la force vitale, la volonté même d'un peuple arabe qui a osé ébaucher une force stratégique autonome, et par-delà, le monde arabe dans son ensemble.

Cet objectif n'a même pas été caché par les coalisés, les puissances européennes les premières, qui après avoir tout fait pour aider Israël à devenir une véritable puissance nucléaire, découvrent soudainement l'urgence de la destruction des armes de destruction massive au Proche et Moyen-Orient jusqu'au petit laboratoire de recherche nucléaire de l'Algérie. Cela rend encore moins compréhensible le rejet émis par ces mêmes puissances aux propositions des Etats arabes, les modérés bien sûr, concernant un désarmement mutuel concernant les armes chimiques et les armes nucléaires.

En effet, sans parler des centaines de têtes nucléaires plantées dans le sud de l'Europe ou en Israël en direction du monde arabe<sup>3</sup>, le déséquilibre de force est sur ce plan tel que les pays arabes ne peuvent pas ne pas ressentir le danger et méditer sur leur impuissance totale face aux velléités d'intervention musclée exprimées à toute occasion par telle ou telle puissance occidentale. Aujourd'hui, il devient presque naturel de menacer tel ou tel pays arabe, qui refuse de se soumettre, d'une action militaire destructrice à la manière dont a été puni l'Irak. Dans ce contexte, il est difficile que les Etats arabes puissent tenir longtemps face à ce processus de délégitimation et de discrédit.

---

## Le contrôle du pétrole

---

A ce point fort d'affrontement entre les deux communautés, il faut ajouter la question économique et pétrolière. Pour les puissances industrialisées, européennes et autres, le pétrole est un produit hautement stratégique qui ne doit par aucune manière rester sous contrôle arabe, surtout dans le contexte du conflit arabo-israélien et la tentation du mouvement nationaliste arabe de s'en servir comme une

arme politique. Cependant, le contrôle de cette richesse naturelle par les pays industrialisés s'est associé dès le départ et continue de l'être à deux phénomènes difficiles à supporter. Le premier est le maintien au pouvoir de régimes archaïques et féodaux qui sont parvenus, grâce notamment à leur fortune facile, à étouffer, sinon à détruire toutes les chances d'évolution et de développement politique et social dans toute la région. C'est un gâchis énorme qui prive des peuples entiers de respirer et de vivre et transforme les élites et les équipes au pouvoir en une classe d'affairistes vulgaires et d'opportunistes sans valeur, ni culture, ni principe. Le deuxième phénomène est l'exportation, sous le nom de recyclage du capital, de la partie écrasante des centaines de milliards de pétrodollars vers les marchés occidentaux, privant les économies locales arabes des capitaux nécessaires aux investissements productifs.

Cela veut dire que la question du pétrole qui n'apparaît dans les pays industrialisés que sous forme d'un problème stratégique, certes crucial d'alimentation en énergie, chère ou moins chère, revêt pour le monde arabe un caractère plus concret touchant à leur vie quotidienne, politique et économique, voire morale. Leur incapacité à contrôler cette source d'énergie signifie à la fois la perte de leur autonomie politique générale, ce qu'a confirmé la guerre du Golfe, ainsi que l'absence de toute maîtrise de l'une ou l'autre des plus grandes ressources naturelles de l'histoire. L'argent du pétrole qui est contrôlé aujourd'hui par des groupes sociaux dépourvus de tout sens de la responsabilité nationale comme sociale, au lieu de favoriser l'accumulation des acquis sociaux et le progrès économique devient une arme destructrice plus redoutable que les armes militaires.

Or le développement économique et social constitue aujourd'hui pour les nations, autant que la sécurité, un intérêt vital<sup>4</sup>. L'absence d'une réponse adéquate à ce problème met encore plus en danger la continuité voire l'existence des Etats que la menace extérieure. Bien que cette situation soit en grande partie le résultat des politiques nationales, elle ne peut pas être dissociée des politiques internationales concernant la maîtrise des flux pétroliers et en général le grand problème de développement qu'affrontent aussi bien les Arabes que les autres peuples pauvres de la planète.

Dans ce domaine également, les puissances européennes, loin de constituer un partenaire fidèle, continuent à ne voir dans le monde arabe qu'une ou plusieurs zones d'influence ou des marchés sauvages bons à piller, récupérer des matières premières et de l'énergie à bon marché, non pour investir. Cela se produit au moment même où des centaines de milliards de dollars, accumulés dans des économies déficitaires et endettées, et non seulement comme on a tendance à le croire, dans les économies pétrolières, sont exportés chaque année vers les pays

industrialisés par les Etats ou des particuliers arabes.

Si l'on ajoute à cela la position qui s'est exprimée à l'occasion de la crise du Golfe concernant la volonté du monde occidental de priver le monde arabe d'un véritable transfert de technologie et qui équivaut dans le contexte actuel de la révolution scientifique et technologique à une déclaration de guerre, on peut mesurer alors le sentiment de crainte des peuples arabes.

L'insécurité militaire se double dans les sociétés arabes de l'insécurité économique et alimentaire pour créer un sentiment de fragilité profond qui cherche à se transcender chez les larges masses par une attitude de rejet ou d'agressivité envers l'Occident, accusé de vouloir maintenir par tous les moyens la dépendance comme le sous-développement du monde arabe.

---

## Israël ou l'ombre de la menace nucléaire

---

Le troisième point de discordance et source de tension entre l'Europe et le monde arabe est Israël. Si le monde arabe est obligé d'accepter aujourd'hui l'idée de la coexistence de deux Etats, l'un juif, l'autre arabe en Palestine, il continue et continuera indéfiniment à rejeter la doctrine israélo-occidentale selon laquelle la sécurité de l'Etat juif exige que ce dernier maintienne la suprématie militaire absolue sur l'ensemble du monde arabe, c'est-à-dire sur vingt Etats et 22 millions de personnes à l'heure actuelle. Cela veut dire en réalité que les Arabes, même dans la perspective de paix, doivent vivre à l'ombre de la menace nucléaire d'un pays dont la politique est fondée solennellement sur le principe de l'annexion, la colonisation des territoires occupés et le refus de reconnaître jusqu'à l'existence même du peuple palestinien.

L'ouverture des négociations de paix sur le Proche-Orient n'a pas changé cette situation. Certes les pays européens reconnaissent les droits politiques du peuple palestinien même si cette reconnaissance n'a été accompagnée, depuis plus de dix ans, par aucune mesure concrète, concernant notamment la demande par les Palestiniens d'une protection internationale contre l'usurpation des terres, la répression quotidienne et les violations flagrantes des droits de l'Homme en Palestine occupée. Cependant, cette doctrine défendue depuis longtemps par l'alliance israélo-occidentale n'a jamais été mise en cause ou dénoncée. Il n'a même pas été question de lier la destruction des armes de destruction massives possédées par les pays arabes à un traitement réciproque concernant les mêmes armes possédées par Israël. Le résultat d'une telle position est que l'Europe considère que seul Israël a le droit au Proche-Orient à la sécurité tandis que les peuples arabes n'ont qu'à

satisfaire les exigences d'Israël pour avoir la paix<sup>5</sup>.

Le drame des relations arabo-européennes est qu'elles ont été posées souvent en termes ethniques et jamais en termes politiques et stratégiques. Les Arabes critiquaient et critiquent encore la règle de deux poids deux mesures pratiquée par l'Occident à leur égard, que ce soit dans le domaine de l'intégration régionale, de la sécurité, de la résolution du conflit israélo-arabe ou de la coopération économique. Les Européens soutenant les causes arabes ne disaient pas autre chose alors que les opinions occidentales majoritaires sont convaincues que les Arabes ne respectent pas le droit et doivent se soumettre à la légalité et à la morale internationales.

---

## Un monde arabe cohérent, développé et démocratique

---

Or, posée en termes politique et stratégique, la question des relations arabo-européennes se résume en ceci : est-il dans l'intérêt stratégique de l'Europe qui avoisine le monde arabe d'avoir à ses côtés un ensemble arabe cohérent, développé, sécurisé, démocratique et prospère, débarrassé de ses divisions porteuses de querelles et conflits dangereux, ou un monde arabe disloqué, désarticulé, en proie aux désordres sociaux, économiques et politiques, instable et déséquilibré, versatile et prêt à toutes les aventures ? La leçon de la désintégration de l'Europe de l'Est n'est-elle pas encore suffisamment édifiante pour comprendre que personne ne pourra désormais profiter de l'anarchie chez le voisin ? Que les seules politiques valables en matière de sécurité nationale sont les politiques collectives, et que la seule politique productive contre l'immigration est de ne pas empêcher les autres pays pauvres de bénéficier de leurs ressources ou de leurs atouts politiques, culturels et géographiques pour assurer le minimum de développement ?

Dans le cas d'une réponse positive, il est évident que l'Europe ne doit plus voir dans le mouvement de l'intégration du monde arabe une menace virtuelle. En effet l'intégration sous une forme ou une autre de ce monde ne vise pas l'autre mais concerne d'abord et essentiellement la maîtrise de soi, c'est-à-dire la conception de l'organisation d'ensemble de la région sud de la Méditerranée. A défaut de pouvoir rétablir les relations inter-arabes sur les bases de l'entente, de la coopération voire de l'intégration, les vingt États qui se réclament tous de l'histoire et du patrimoine arabes n'ont devant eux que le sort qu'a connu l'Europe chrétienne au Moyen Âge, à savoir les guerres civiles et féodales à l'infini au nom du même patrimoine et pour son contrôle comme seule source de légitimité possible entre les mains des pouvoirs

qui n'ont plus aucun contrôle réel ni sur le processus de développement matériel, ni sur leurs populations.

Bien sûr, une telle intégration aura une incidence sur les rapports entre l'aire culturelle-civilisationnelle arabe dans son ensemble et l'aire occidentale. Mais contrairement à ce que la peur et les idées reçues ont tendance à développer, cette incidence sera plus positive que négative. Non seulement la question de l'immigration sera contrôlée, mais les intérêts que développera le monde arabe avec ses partenaires européens constitueront forcément une motivation fondamentale pour le maintien de la paix, de la coopération et de l'ouverture. Par contre, un monde arabe désintégré, voué à l'anarchie et au chaos n'aura plus rien à perdre en cherchant à répandre l'anarchie partout, alors que dans une telle perspective, toutes les mesures de sécurité militaire ou frontalière n'auront qu'une efficacité relative.

Il en va de même en ce qui concerne la question de sécurité. Il va de soi que c'est le monde arabe qui se trouve aujourd'hui dans une position de faiblesse extrême et qu'il ne serait vraisemblablement pas en mesure de constituer une menace militaire face à l'Europe avant plusieurs décennies. Mais continuer à fonctionner comme s'il allait supporter indéfiniment l'insécurité ou l'absence de sécurité, et subir sans réagir la pression violente de l'alliance israélo-occidentale est une grande erreur dont les Arabes ne seraient pas les seules victimes. Des arrangements de sécurité en Méditerranée doivent être trouvés afin de donner à tous les peuples de la région le sentiment de paix et de stabilité, et de créer un climat favorable à la coopération et au développement. Les Occidentaux ne peuvent pas maintenir le monde arabe sous la menace permanente du nucléaire européen, américain et israélien alors qu'ils ont tout fait pour désarmer les Arabes et les priver de leurs capacités dissuasives. Ils pourraient suggérer de négocier des accords particuliers sur les garanties mutuelles, mais ils ne peuvent pas fonder leur sécurité comme celle d'Israël sur la sape systématique de toute base de sécurité arabe. C'est d'ailleurs le but de toute coopération à l'échelle de la Méditerranée d'apporter des garanties collectives atténuant chez les uns et les autres le besoin de continuer follement la course aux armements.

La recherche d'un véritable accord sur l'utilisation des ressources naturelles et humaines, dont notamment la richesse pétrolière pour le développement et la création d'emplois pour les millions de jeunes qui sont à la limite de l'insurrection dans la plupart des pays arabes reste cependant la question clef pour les relations arabo-européennes. L'absence de choix politiques et économiques cohérents et rationnels chez les élites arabes corrompues plus que jamais, ne justifie ni le pillage ni le gaspillage du capital matériel et humain. Les pressions qui sont souvent faites pour maintenir des positions dans l'économie de ces

pays peuvent être faites également contre les sociétés et compagnies européennes qui ont fait de la corruption des hommes d'Etat au tiers-monde une véritable politique économique.

Le discours sur la démocratie et les droits de l'Homme ne doit pas être utilisé seulement comme un instrument de chantage conjoncturel ou viser simplement les régimes faibles dans les pays desquels l'Europe n'a pas beaucoup d'intérêts. L'idée d'un meilleur partage des ressources régionales par tous les peuples de la région, non pas dans le sens de la distribution telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui par les monarchies pétrolières, mais dans le sens de l'extension de la politique de l'investissement productif dans les pays pauvres, ne doit pas être rejetée ou ignorée. Enfin la reconnaissance de la nécessité d'une plus grande justice, à l'intérieur de chaque pays arabe comme à l'échelle de l'ensemble arabe et en premier lieu à l'égard du peuple palestinien qui a jusqu'à maintenant le plus souffert des politiques anti-arabes, comme à l'égard du peuple irakien qui est pris carrément en otage par les cinq du Conseil de Sécurité, doit être affirmée.

C'est à ce prix que l'on peut faire de la région méditerranéenne une zone de paix et de coopération et que les risques de l'aggravation de l'immigration qui inquiètent tant les opinions publiques européennes peuvent s'estomper, pour faire de ceux qui ont subi les souffrances de l'exil, de la précarité de l'emploi et de la xénophobie un trait d'union entre deux mondes qui, au lieu de s'opposer, vont enfin se rencontrer.

Il faut modifier la conception selon laquelle la stratégie n'a pour but que de rationaliser l'utilisation de la force dans l'intention de gérer les crises qu'on ne peut dominer ni maîtriser véritablement et qu'on perçoit comme une sorte de catastrophe naturelle. En effet, les "lois" objectives dont s'inspire la théorie classique de la stratégie sont fondées sur un postulat fondamental : les conflits internationaux sont le produit de la tendance naturelle de la puissance à s'étendre et à s'affirmer, des convoitises égoïstes et des intérêts nationaux inconciliables. Ils sont acceptés ainsi comme étant un mal nécessaire et inévitable lié à la nature même des sociétés humaines.

Le grand défaut de cette conception traditionnelle, reflet de l'idéologie nationaliste étroite et fermée est d'occulter, en les homogénéisant et en confondant les causes et les effets, les vraies raisons des tensions et cela afin de justifier l'acceptation du caractère inéluctable de la guerre entre les nations et, par conséquent, de travailler à la reproduire toujours à une plus grande échelle.

La sécurité ne peut s'accomplir à l'heure actuelle sans sortir définitivement de cette conception nationale étroite pour fonder une stratégie essentiellement internationale ayant pour but, non pas de réprimer par les armes les conflits mais de chercher avec les autres les nouveaux moyens de les résoudre. La stratégie sécuritaire, c'est-à-dire

la recherche égoïste par un Etat ou une nation de sa sécurité, indépendamment de la sécurité des autres, voire contre les autres et sans faire trop attention à la nature des moyens utilisés, est aujourd'hui la source principale de la tension internationale et de l'insécurité dans le monde.

Or il est possible, non seulement de réduire les risques de guerre, mais de les éviter, à condition de vouloir orienter nos stratégies globales vers la recherche des solutions adéquates aux véritables sources de malaise qui rongent la communauté et les relations internationales.

Il ne peut y avoir de rénovation réelle des manières de penser l'avenir et d'influer positivement sur le devenir de l'humanité si on continue de refuser de tenir compte de deux facteurs fondamentaux : qu'aucun système de sécurité n'est possible si l'on continue à identifier sécurité à ordre ou rapport militaire ; et que pour être efficace et rationnelle, une stratégie ne peut se contenter de prendre en compte les seuls intérêts nationaux, c'est-à-dire l'Etat comme seul champ d'élaboration des politiques sécuritaires. Bref, il n'est plus possible d'avoir des politiques cohérentes en se limitant dans la définition des objectifs stratégiques aux seuls intérêts nationaux.

Cela veut dire essentiellement que la stratégie ne peut plus se limiter à percevoir et déterminer les menaces militaires, mais exige de définir les nouvelles menaces, politiques, économiques, culturelles mêmes. Dans ce sens aussi, il est irrationnel de persister à fonder la sécurité des uns sur l'insécurité des autres.

**Borhane Ghalioun** enseigne la sociologie politique à l'Université Paris III. Il est l'auteur de *Le malaise arabe, l'Etat contre la nation*, Ed. La Découverte, 1991.

**Notes :**

1 Voir notamment Jessica T. Mathews : "Redefining Security", *Foreign Affairs*, Vol.68, N°2, 1989.

2 Voir notre article "La longue quête de justice du monde arabe", *L'Evénement Européen*, mars 1991

3 Voir Bernard Ravenel : *Méditerranée, le Nord contre le Sud ?*, Ed. L'Harmattan, 1990.

4 Par exemple, Theodore H. Moran : "International Economics and National Security", *Foreign Affairs*, Vol.69, N°5, 1991

5 Le paradoxe de cette situation est que la suprématie militaire israélienne et la victoire dans les trois guerres n'ont pas apporté une solution au problème de sécurité d'Israël, bien au contraire. Voir Michael Mabelbom : "Israel's Security Dilemma", *Orbis*, Vol.32, N°3, 1988.

